

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLAS France

6 avenue Charles Lindbergh
BP 70342
33697 MERIGNAC
33700 Mérignac

Références : 2026.105
Code AIOT : 0005506331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement COLAS France implanté Le Grognet 22190 Plérin. L'inspection a été annoncée le 12/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection intervient dans le cadre du plan de contrôle périodique. Il cible les évolutions du cadre réglementaire notamment le plan de défense incendie et différents autocontrôles (amiante, bruit, poussière).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS France
- Le Grognet 22190 Plérin
- Code AIOT : 0005506331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société COLAS France a succédé à la société NICOL Environnement à partir du 01/05/23 avec effet rétroactif au 01/01/23. Elle exploite une installation de stockage de déchets d'amiante liés à des matériaux de construction (ISDND amiante) et de déchets inertes (ISDI), au lieu-dit Le Grognet sur la commune de PLÉRIN.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Capacité annuelle de stockage d'amiante lié	AP Complémentaire du 08/09/2020, article 2	Sans objet
3	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Sans objet
4	Mesures des fibres d'amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43	Sans objet
5	Mesure de bruit	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection révèle une conformité globale sur la surveillance environnementale du site (mesures

des fibres d'amiante dans l'eau, mesures de bruit, et suivi des retombées de poussières). Néanmoins, le plan de défense incendie (notamment sur le casier amiante) nécessite des améliorations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan défense incendie
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none">- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manoeuvre ;- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.
Constats : Le plan de défense incendie (PDI) transmis (version février 2026) est globalement conforme aux exigences réglementaires et présente des améliorations significatives par rapport à la précédente version. Les plans d'accès des secours, y compris hors période ouvrée, les schémas des réseaux et vannes, les bassins de rétention sectorisables sont clairement identifiés. L'organisation des contacts d'urgence et la prise en compte des conditions météorologiques sont également précisées. Toutefois, des insuffisances subsistent : <ul style="list-style-type: none">• Le casier amiante n'est pas clairement identifié sur les plans, ni associé à des consignes d'intervention adaptées.• La justification des compétences du personnel en matière de lutte incendie est insuffisamment documentée : les formations mentionnées ne sont pas détaillées (contenu, durée, évaluation) et les rôles opérationnels ne sont pas précisés. L'exploitant a indiqué qu'un exercice incendie sera réalisé avant août 2026. Celui-ci devra être formalisé et intégré au PDI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Mettre à jour les plans en identifiant le casier amiante et en précisant les consignes d'intervention associées.
- Compléter le PDI par les éléments justificatifs relatifs à la formation du personnel et à l'organisation de la réponse interne.
- Transmettre le compte-rendu de l'exercice incendie prévu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Capacité annuelle de stockage d'amiante lié

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/09/2020, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect de la capacité annuelle

Prescription contrôlée :

« [...] ISDND :Quantité maximale annuelle : 4 700 T/an de déchets d'amiante liés à des matériaux inertes.Quantité totale : 80 000 TFin d'exploitation : 10/08/2027[...] »

Constats :

Les quantités reçues respectent les seuils indiqués dans le porter à connaissance : 6 500 tonnes par an à partir de 2021 et 12 000 tonnes pour l'année 2025 dans le cadre d'un chantier spécifique. La capacité totale de l'installation est de 80 000 tonnes.
Le bilan d'activité du site est de 10 511.37 tonnes de matériaux contenant de l'amiante en 2025. La capacité totale restante est estimée à 13 244.63 tonnes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité de l'air

Prescription contrôlée :

« Art. 25. L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m²/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. [...] »

Constats :

Les mesures de retombées de poussières réalisées (campagne du 22/05 au 19/06/2025) sont globalement conformes aux exigences réglementaires. Les valeurs mesurées (maximum de 102,14 mg/m²/j au point n°3) restent inférieures au seuil de 200 mg/m²/j. La méthodologie employée

(norme NF X43-014, collecteurs adaptés), la périodicité annuelle, l'implantation des points de mesure (dont deux témoins) ainsi que le recours à un laboratoire accrédité COFRAC garantissent la fiabilité des résultats.

Toutefois, des points d'amélioration sont relevés :

- Certains points de mesure (n°1, 4 et 5), situés à proximité de la végétation, sont susceptibles de présenter des biais liés aux dépôts organiques, sans mesure corrective mise en œuvre.
- L'influence des conditions météorologiques (pluviométrie, vent) sur les résultats n'est pas analysée, en particulier pour les valeurs les plus élevées.
- La fraction majoritairement insoluble des poussières (72 à 80 %) n'est pas mise en relation avec les activités du site, ce qui ne permet pas d'identifier précisément les sources de réenvols.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures des fibres d'amiante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des fibres d'amiante

Prescription contrôlée :

II. Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.

Constats :

L'analyse du bassin de rétention confirme l'absence de fibres d'amiante détectables (0 fibre/cm³), respectant ainsi le seuil réglementaire de 0,001 fibre/cm³. La périodicité annuelle (analyse d'avril 2025 transmise) et le prestataire agréé (Eurofins) sont conformes aux prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesure de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Constats :

Les mesures acoustiques présentées lors de l'inspection sont conformes aux seuils réglementaires (émergence ≤ 5 dB(A) en période diurne et ≤ 3 dB(A) en période nocturne, niveau absolu ≤ 70 dB(A)). La méthodologie mise en œuvre (sonomètre de classe 1, périodicité triennale) est

également conforme. La prochaine échéance de contrôle est fixée avant juin 2028. Une campagne en période hivernale permettrait de compléter l'analyse des conditions de fonctionnement du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre le rapport acoustique complet sous format numérique (données brutes, certificats d'étalonnage, localisation précise des points de mesure).

Type de suites proposées : Sans suite